

Conseil de Paris du lundi 25 au mercredi 27 septembre 2017

V7581)

Vœu de l'exécutif municipal relatif à la solidarité de Paris avec la minorité Rohingya de Birmanie

Considérant que les Rohingya forment une minorité musulmane d'environ un million de personnes, implantée dans l'État de l'Arakan dans le nord-ouest de la Birmanie, à la frontière du Bangladesh,

Considérant que les Rohingya, bien que présents depuis des siècles dans la région, restent considérés comme des immigrants clandestins par le pouvoir birman et sont privés de leur citoyenneté et de leurs droits fondamentaux,

Considérant le rapport publié le 3 février dernier par les Nations Unies sur les graves exactions et violations des droits humains commises par l'armée et les forces de sécurité birmanes sur la minorité Rohingya,

Considérant que les conclusions de ce rapport évoquent un « nettoyage ethnique » et considèrent les faits comme pouvant relever de « crimes contre l'humanité ».

Considérant que cette répression a provoqué le déplacement de 300 000 personnes, engendrant une crise humanitaire majeure,

Considérant que c'est au nom « de la démocratie, de la liberté et de la dignité des êtres humains » qu'Aung San Suu Kyi a reçu en juin 2012 la citoyenneté d'honneur de la Ville de Paris,

Considérant qu'Aung San Suu Kyi a formé en recevant cette citoyenneté d'honneur le vœu que Paris poursuive avec elle « le voyage » devant conduire son pays à la paix et à la réconciliation,

Considérant l'attribution par le Conseil de Paris, lors de sa séance de mai 2017, d'une subvention de 50.000 euros à l'association Solidarités International afin de marquer la solidarité de Paris envers les victimes de cette crise.

L'exécutif municipal émet le vœu que la Ville de Paris :

Adresse un courrier à l'Ambassadeur de Birmanie en France, demandant aux autorités birmanes de garantir et d'assurer le respect des droits fondamentaux de la minorité Rohingya et de mettre immédiatement fin aux exactions visant cette population.

Réaffirme la solidarité de Paris en attribuant une nouvelle aide d'urgence de 45 000 euros pour venir en aide aux victimes de cette crise humanitaire.

